



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/2003/NGO/73
5 mars 2003

ANGLAIS ET FRANÇAIS
SEULEMENT

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-neuvième session
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Exposé écrit* par le Centre international des droits de la personne et du développement
démocratique (Droits et Démocratie), organisation non gouvernementale dotée du statut spéciale

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la
résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[31 janvier 2003]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue (s), sans avoir été revu par les
services d'édition.

La situation en Chine

1. Droits et Démocratie reconnaît les mesures positives prises par la République populaire de Chine au cours de 2002. Parmi ces mesures, mentionnons la libération de prisonniers politiques dont Xu Wenli et Ngawang Sandrol, l'élimination des conditions préalables à la visite en Chine du Rapporteur spécial sur la torture et l'amorce d'un dialogue avec les représentants du Dalai-Lama. Pourtant, deux ans après la mise en oeuvre du programme d'assistance technique administré par le Bureau du Haut-Commissaire sur les droits humains pour la promotion de ces droits en Chine, des violations flagrantes se poursuivent sans la moindre opposition.
2. Le gouvernement de la Chine continue de rejeter les processus multilatéraux concernant sa conduite en matière de droits de la personne, par exemple en exerçant une censure auprès de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme (CNUDH), qualifiant l'action de celle-ci d'ingérence dans ses affaires internes. Les gouvernements occidentaux acceptent implicitement cet argument en continuant à participer à des échanges diplomatiques bilatéraux avec la Chine sur la question des droits de l'homme. Ces dialogues bilatéraux sont infructueux puisque les représentants officiels se succèdent et que les discussions se répètent sans transparence, point de repère ou calendrier d'évaluation. En fait, ces dialogues bilatéraux sont devenus de purs exercices pro-forma coûteux qui minent les efforts de ceux qui se portent à la défense des droits de la personne en Chine et rendent non crédible la Commission des droits de l'homme dans le plus grand pays au monde. En outre, l'impact marqué et négatif de ces dialogues sur la crédibilité et le mandat de la Commission dépasse largement la question de la Chine.
3. La Chine n'a ni ratifié le Pacte international sur les droits politiques et civils des Nations Unis signé en 1999, ni respecté ses engagements en vertu des ententes qu'elle a ratifiées, notamment le Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention sur les droits des enfants. En outre, les victimes de violations des droits de la personne en Chine ne disposent d'aucun recours.
4. Le gouvernement de la Chine continue de violer les droits à la liberté d'association, à la liberté d'expression et à la vie privée au moyen de politiques de censure, de surveillance et de châtement. La réaction de la Chine par rapport à Internet en est un bel exemple. Plus de 38 000 millions de personnes utilisent Internet en Chine et on évalue à 280 000 le nombre de sites Web. Le 1^{er} août 2002, la Chine adoptait de nouveaux règlements concernant Internet en vertu desquels le contenu de tous les sites Web en Chine doivent faire l'objet d'une censure et le gouvernement peut exiger la fermeture d'un site non censuré. La législation, qui vise à protéger la sécurité d'État et la stabilité sociale, a permis de bloquer les sites qui publiaient des nouvelles du monde extérieur et de l'information sur les droits de la personne ainsi que sur des sujets sensibles, par exemple sur la région du Xinjiang, le Tibet et la pratique spirituelle Falun Gong. En septembre 2002, les moteurs de recherche tels que Google et Altavista étaient bloqués supprimant de ce fait tout accès à de l'information non autorisée. Poursuivant dans cette veine, la Chine exigeait en mars 2002 que des entreprises présentes en Chine, comme Yahoo! des États-Unis, qu'elles

signent une « promesse » de surveiller leur contenu Web et de bloquer toute information jugée offensante.

5. Les restrictions appliquées aux droits à la liberté d'expression et à l'information s'étendent aux militants sociaux et surtout à ceux qui cherchent à sensibiliser les citoyens à la propagation du VIH/SIDA en Chine. Les personnes participant à des programmes éducationnels sont harcelées et accusées d'enfreindre la loi sur les secrets d'État ou de travailler pour le compte de « forces antichinoises ». En août 2002, le docteur Wan Yanhai, un militant de longue date pour la lutte contre le SIDA à Beijing, a été arrêté et accusé de subversion pour avoir publié de l'information sur le VIH/SIDA sur son site Web. En réponse au tollé de protestation international, il a été libéré mais continue, lui comme d'autres militants, d'être victime d'intimidation de la part des autorités.

6. Le gouvernement de la Chine exprime toujours des réserves concernant l'article 8 sur « le droit qu'a toute personne de former avec d'autres des syndicats et de s'affilier au syndicat de son choix » du Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels. Bien qu'elle siège depuis juin 2002 à l'organe directeur de l'Organisation internationale du travail (OIT), la Chine persiste à refuser à ses citoyens le droit de former un syndicat indépendant. Le 11 novembre 2002, pendant le 16^e congrès du parti, Zhang Junjiu, vice-président de la Fédération panchinoise (et étatique) des syndicats, accusait les représentants des travailleurs de l'usine de Liaoyang d'enfreindre la loi chinoise malgré le fait que la Constitution de la Chine garantit le droit à la liberté d'association. Deux des travailleurs, Yao Fuxin et Xiao Yunliang, ont depuis été accusés de subversion. Un autre, Wang Zhaoming, a été libéré mais a depuis disparu. Les familles des prisonniers se plaignent d'intimidation et de coupures de leurs lignes téléphoniques.

7. Le 19 janvier 2003, un fermier tibétain, Lobsang Dhondup, âgé de 28 ans, a été exécuté après avoir été condamné pour des attaques à la bombe à Chengdu entre 1998 et 2002. Selon des groupes de droits humains, Dhondup aurait avoué sous torture, son procès s'est déroulé à huis clos et on lui a refusé l'accès à un avocat. L'exécution a eu lieu dans le cadre de la campagne Yanda (frapper fort) au Tibet qui paralyse tout espoir de réforme politique. Les inquiétudes au sujet des conditions de détention au Tibet persistent depuis l'annonce en novembre 2002 de la mort de Lobsang Dhargyal, qui purgeait une peine de 19 ans pour avoir imprimé des tracts pro-indépendance et avoir porté le drapeau tibétain. Le décès de Dhargyal semble imputable à la torture et aux mauvais traitements dans un camp de travaux forcés. Les autorités chinoises détiennent toujours le lama de 13 ans Gendhun Choekyi Nima (le panchen-lama) et sa famille, dont l'emprisonnement sans contact avec l'extérieur dure depuis presque huit ans. Toutes les demandes de renseignements à leur sujet, dont l'appel interjeté directement en août 2002 par Mary Robinson, l'ancienne Haut-Commissaire sur les droits humains, ont été rejetées.

8. La campagne Yanda s'étend à la région du Xinjiang (Turkestan oriental) où les événements du 11 septembre et la guerre antiterroriste subséquente servent à justifier les mesures sévères contre les mouvements d'indépendance dans une région habitée par une population musulmane turcophone (les Ouïgours) qui lutte pour le maintien de son identité ethnique et culturelle. Durant les dernières années, les autorités ont arrêté et emprisonné des milliers de personnes dont Rebiya Kadeer, une femme

d'affaires ouïgoure condamnée à huit ans de prison pour avoir envoyé des articles de journaux à son mari aux États-Unis. D'autres ont été emprisonnés pour avoir traduit le Coran dans les langues locales. Des milliers ont été détenus, se sont vu refuser un procès équitable et ont écopé de sentences d'emprisonnement sévères. Des centres religieux ont été fermés; des activités religieuses dans les écoles et les mosquées ont été interdites; des entreprises ouïgoures ont fait l'objet de restrictions discriminatoires.

9. La législation imminente à Hong Kong, l'« article 23 », constitue une menace pour les droits de la personne et la démocratie dans la soi-disant « région administrative spéciale ». L'article 23, proposé pour inclusion à la loi fondamentale de Hong Kong (la Constitution), reproduit la législation en vigueur dans la Chine continentale sur la subversion, le séparatisme et le vol de secrets d'État. En Chine continentale, une telle législation et les règlements en découlant ont entraîné une régression des libertés démocratiques comme le droit à la liberté d'expression et à la liberté d'association. Mis en application, l'article 23 constituerait une menace contre la protection et la promotion des droits de la personne ainsi qu'un pas en arrière en ce qui concerne la protection des droits de la personne à Hong Kong. Il pourrait aussi justifier une augmentation de la discrimination contre certains groupes à Hong Kong, par exemple les adeptes du Falun Gong.

RECOMMANDATIONS

1. La Commission des droits de l'homme doit adopter une résolution sur la situation des droits de la personne en Chine, dans le Turkestan oriental et au Tibet, dans le but de faire cesser les atteintes aux droits de la personne mentionnées ci-dessus.
2. La Commission des droits de l'homme doit presser le gouvernement de la Chine de ratifier le Pacte international sur les droits civils et politiques tout en insistant sur le fait que l'article 23 constitue une menace pour le Pacte, dans la lettre et l'esprit.
3. La Commission des droits de l'homme doit prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que le gouvernement de la Chine respecte son engagement de permettre la visite du Haut-Commissaire sur la torture, sans conditions préalables, et que cette visite ait lieu dans les plus brefs délais.
4. La Commission des droits de l'homme doit encourager le gouvernement de la Chine à respecter ses obligations en vertu du Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels et à soumettre en juin 2003 comme prévu son premier rapport au Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels.
5. La Commission des droits de l'homme doit réunir une délégation indépendante de personnes éminentes afin de présenter une requête aux autorités chinoises pour obtenir la permission de visiter le jeune prisonnier tibétain de 13 ans, Gendhun Choekyi Nyima, et de s'assurer de sa sécurité et de son bien-être.
6. La Commission des droits de l'homme doit faire un énoncé de principe sur les luttes légitimes et pacifiques en faveur des droits de la personne et de la démocratie ainsi que sur la protection des défenseurs des droits de la personne dans un contexte de guerre au terrorisme.

7. La Commission des droits de l'homme doit presser la Chine de respecter le droit à la santé de ses citoyens en encourageant la production et la diffusion de matériel pour prévenir la propagation du VIH/SIDA.
8. La Commission des droits de l'homme doit demander instamment aux autorités chinoises de faire preuve de modération dans leur traitement des adeptes du Falun Gong. Plus précisément, les autorités chinoises doivent garantir que le droit à un procès équitable est respecté pour tous les citoyens en Chine incluant les adeptes du Falun Gong.
